

Déclinologues de gauche

Christophe Ramaux (chronique pour *Politis*, novembre 2006)

Le déclin n'est pas général : les très riches ont vu leur revenus exploser ces dernières années. Les dernières « trente piteuses » ont été pour eux « trente pharamineuses ». Contrairement à ce que promettaient les libéraux, cela n'a pas relancé l'investissement, la croissance ou l'emploi. Qu'importe : certains ont l'indécence d'en exiger toujours plus. La droite n'a-t-elle pas introduit le « bouclier fiscal » ? Insuffisant : il faut baisser, à nouveau, drastiquement la tranche supérieure de l'impôt sur les revenus, l'ISF et l'impôt sur les sociétés. C'est ce pourquoi plaide notamment C. Saint-Etienne dans le livre du Cercle des économistes *Politique de droite, Politique de gauche* (Perrin).

Comme son nom l'indique, ce livre entend « cadrer » le débat pour la Présidentielle. Pas peu prétentieux notre « cercle ». De la prétention à l'infatuation il n'y a parfois qu'un pas. Vite franchi en l'occurrence compte tenu du niveau proprement aberrant des arguments que la plupart des auteurs se sont autorisés. Cette perle parmi tant d'autres : « *le refus de l'assouplissement de la première embauche* » démontre « *que la France a atteint le sommet de sa passion irrationnelle* ». Cela est écrit par un libéral (C. Stoffaës) dira-t-on. Certes, mais c'est justement le seul mérite de l'ouvrage : étaler l'arrogance des libéraux et la pusillanimité des sociaux-libéraux censés leur faire contrepoints. Parmi ces derniers, J. Pisani-Ferry ne soutient-il pas que « *les avancées de la connaissance ont progressivement vidé de contenu les conflits sur le fonctionnement de l'économie* » ? Partant de là, on ne s'étonne pas qu'il regrette de voir les aides à l'emploi, dont l'inefficacité est pourtant avérée, remises en cause. On ne s'étonne pas plus des termes de l'alternative qu'il nous propose : « *de la Droite et de la Gauche, on voudrait quelles disent si leur projet sera mieux servi par un contrat de travail unique ou un marché du travail dual* ». Selon P. Artus, autre social-libéral, à l'initiative de ce livre, il y a des « *contraintes* » qu'on ne peut remettre en cause : « *celles-ci concernent, par exemple, la rémunération du capital, la comptabilité, la concurrence, la gouvernance des entreprises, l'ouverture des marchés (électricité, transport, courrier)* », ou bien encore l'impossibilité de toute inflexion en matière de politique monétaire ou budgétaire. Quelques mois auparavant, le même auteur s'était fendu d'un ouvrage au titre explicite : *Le capitalisme est en train de s'autodétruire*. Mais qu'importe nous dit-il en substance : nous ne pouvons rien faire.

La peur désarme et elle fait vendre. Les déclinologues de droite l'on depuis longtemps compris. Une certaine gauche lui emboîte le pas. Elle procède en deux temps : elle noircit la situation économique et sociale pour ensuite faire entendre que les instruments « traditionnels » (haro aux ringards !) d'intervention publique ne sont, vu l'ampleur des enjeux, de toute façon plus à la hauteur. Le débat sur les retraites, avec l'agitation de la « bombe démographique » (alors qu'une croissance – même ralentie – du PIB est parfaitement à même de permettre au système par répartition de faire face à ce choc) l'avait déjà montré. Même chose au moment du CPE : des conditions d'insertion des jeunes délibérément noircies afin de faire admettre qu'il faut « faire quelque chose ». Même chose encore avec l'idée en vogue selon laquelle émerge un modèle d'emploi *intrinsèquement* instable qu'il faut bien admettre quitte à le compenser par quelques rustines (la flexicurité). L'alternative économique n'existe plus : tout au juste peut-on envisager des inflexions à la marge entre ultralibéraux et sociaux-libéraux. Telle est bien en substance la variante « de gauche » du déclinisme.

Dernière salve en la matière : le livre de L. Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, publié par le surégon de la Fondation St-Simon qu'est *La République des idées* (collection dirigée

par P. Rosanvallon au Seuil). Pendant des années, celui-ci a vendu la thèse de la « guerre des générations » en noircissant la situation des jeunes (cela fait « social » au passage), pour mieux ensuite imputer la responsabilité des biens réels problèmes, non au libéralisme, mais aux parents qui se repaissent sur le dos de leurs enfants. Il récidive à présent en promettant « *une déliquescence prochaine et inéluctable* » des classes moyennes. L'argument précédent est au passage recyclé : ce sont les avantages acquis des vieux qui empêchent la promotion sociale des jeunes. Ceux-ci sont victimes « *d'un faux socialisme qui ne les a pas soutenus, qui leur fait payer par leurs impôts [...] le prix d'un Etat-providence obèse qui ne leur bénéficie guère et au bout du compte qui leur fera supporter longtemps les dettes accumulées par leur heureux prédecesseurs* ». Le creusement de la dette de l'Etat n'est-il pas dû au défaut de recettes fiscales, lui-même dû à l'atonie de la croissance et aux cadeaux fiscaux fait au plus riches, deux purs produits du libéralisme ? Que nenni ! La critique antilibérale n'est pas à la hauteur du « déclin ».

Une leçon à retenir pour la gauche non-libérale : attention à ne pas noircir la situation (les dégâts du libéralisme ne sont-ils pas suffisants ?), car la peur tétanise et tue la politique.